



Bilan

du marché du travail

2014

RÉGION MIDI-PYRÉNÉES

Dans un contexte de faible croissance de l'activité économique dans la zone euro, l'année 2014 se clôture en France sur un taux de croissance du PIB aussi peu dynamique que l'année précédente. Il s'établit néanmoins à + 0,4 % grâce à un rebond de l'économie au second semestre du fait d'une légère progression de la consommation. En fin d'année, la conjoncture présente quelques signes favorables de reprise avec un coût bas de l'énergie, une parité euro-dollar avantageuse et des taux d'intérêt historiquement bas.

Les performances de l'économie de Midi-Pyrénées en 2014, sans être remarquables, se situent au-dessus de la moyenne nationale grâce à une progression plus marquée des chiffres d'affaires réalisés par les entreprises et à l'investissement. C'est notamment le cas dans l'industrie et les services tandis que l'année 2014 marque une stabilisation de la chute d'activité dans la construction et un recul dans le commerce.

Toutefois, le relatif dynamisme de l'économie midi-pyrénéenne ne permet pas d'assurer un nombre de créations d'emplois propre à faire reculer le chômage dans la région.

De fait, et compte tenu de la croissance de la population en âge de travailler, celui-ci s'est à nouveau accru en 2014 avec une part de chômeurs dans la population active de 10,4 % contre 9,9 % à fin 2013. Cette configuration constitue un défi permanent pour les acteurs du service public de l'emploi chargés de l'insertion professionnelle.

Les services de Pôle emploi et de la Direccte, en charge des études et statistiques renouvellent dans cette publication leur analyse annuelle commune du fonctionnement du marché du travail régional. L'année 2014 s'achève sur une quasi-stagnation de l'emploi salarié dans les activités marchandes avec notamment et pour la première fois, une baisse dans la construction de matériels de transport, un secteur structurant de l'économie régionale.

Dans cette conjoncture peu favorable le nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois s'est accru tout au long de l'année, sous l'effet de flux d'entrées à Pôle emploi souvent supérieurs au nombre de sorties, et de l'allongement des durées de chômage. Cette progression de la demande d'emploi s'est toutefois atténuée par rapport à 2013. Les mesures publiques de soutien de l'emploi, avec notamment une mobilisation plus forte de l'activité partielle et un nombre accru de bénéficiaires de contrats aidés, auront certainement participé à ce résultat même s'il est difficile de quantifier cette contribution.

La contraction de l'offre d'emploi a conduit à un accroissement de la demande d'emploi quelle que soit la tranche d'âge. L'augmentation a cependant été plus vive pour les seniors, conduisant à une part croissante de ce public dans la demande globale. Les jeunes ont également vu leur situation se dégrader, tandis que l'offre de formation en alternance diminuait en cumul sur l'année.

Enfin, dans un contexte de recul des offres de recrutement déposées à Pôle emploi où prédominent les offres de courte durée, la sécurisation des parcours professionnels demeure un enjeu majeur des acteurs du service public de l'emploi.



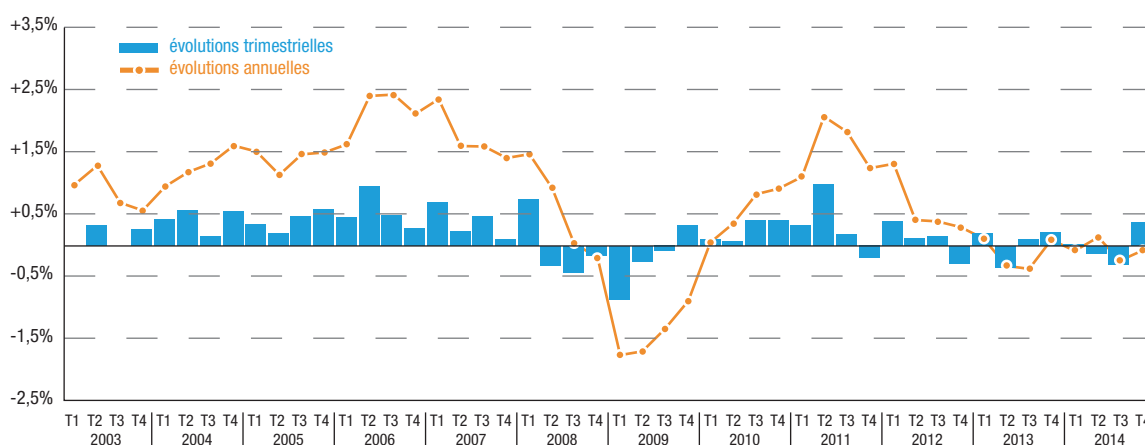
STABILISATION DE L'EMPLOI ET UNE DEMANDE D'EMPLOI QUI PROGRESSE

Stagnation des effectifs salariés des secteurs marchands en Midi-Pyrénées

A fin décembre 2014, la région compte 662 100 salariés dans les secteurs marchands non agricoles (selon l'INSEE). Depuis deux ans, l'emploi est quasiment stable en Midi-Pyrénées avec une baisse annuelle de 0,1 % à fin décembre 2014. Même si la région a perdu 500 emplois sur l'année, la situation reste plus favorable qu'au niveau national. En effet, la France observe une contraction de ses effectifs salariés des secteurs marchands et fait état d'une perte de 74 000 emplois (- 0,5 %) sur un an.

Avec une évolution de - 0,1 % sur un an, Midi-Pyrénées se positionne 4^e ex-æquo avec Aquitaine, Auvergne et Languedoc-Roussillon derrière Ile-de France (+ 0,2 %), Corse (+ 0,1 %) et Rhône-Alpes (0,0 %). Dans la région, l'industrie et surtout les services marchands hors intérim restent les principaux moteurs de l'emploi en 2014 tandis que la construction et, dans une moindre mesure, le commerce reculent.

Évolution de l'emploi salarié marchand



Source : Insee, estimations d'emploi

Champ : Midi-Pyrénées, emploi salarié en fin de trimestre dans les secteurs essentiellement marchands (hors agriculture); données corrigées des variations saisonnières

Au 4^e trimestre 2014, l'emploi salarié renoue avec la croissance et augmente de 0,4 % en Midi-Pyrénées, après deux trimestres de baisse. C'est la plus forte augmentation trimestrielle observée depuis le 1^{er} trimestre 2012. Ce rebond régional tient aux créations nettes d'emploi dans le secteur tertiaire (+ 0,6 % au 4^e trimestre 2014) après 2 trimestres

consécutifs orientés à la baisse. L'emploi dans l'industrie, bien qu'en léger repli par rapport au trimestre précédent (- 0,2 %), progresse de 0,3 % sur un an. Le secteur de la construction continue de détruire des emplois avec une baisse de 0,6 % au 4^e trimestre.

Secteur d'activité	Nombre de salariés au 4 ^e trimestre 2014	Évolutions trimestrielles		Évolutions annuelles	
		Midi-Pyrénées	France métropolitaine	Midi-Pyrénées	France métropolitaine
Industrie	147 976	-0,2%	-0,3%	+0,3%	-1,2%
Construction	61 190	-0,6%	-1,3%	-2,8%	-3,5%
Tertiaire	452 944	+0,6%	+0,2%	+0,2%	+0,1%
Total	662 110	+0,4%	+0,0%	-0,1%	-0,5%

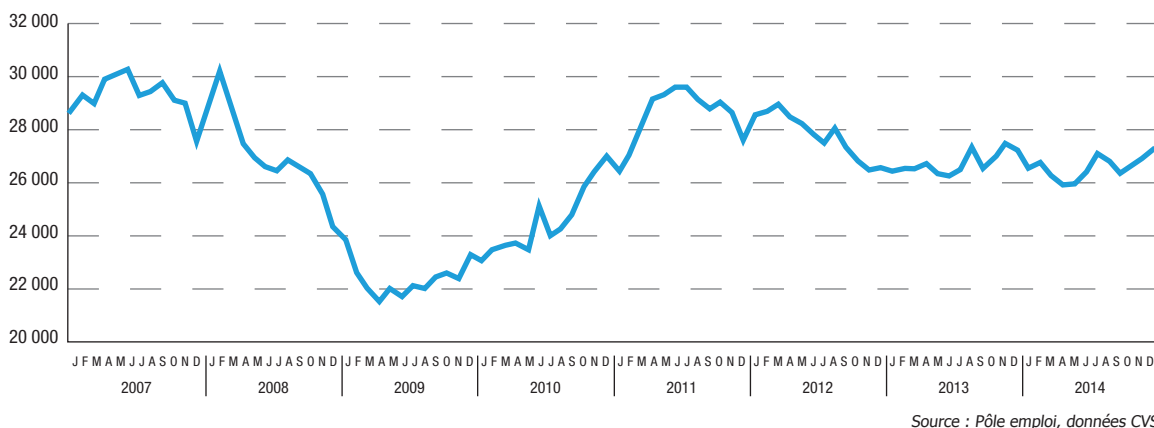
Source : Insee, estimation d'emploi

Champ : Midi-Pyrénées, emploi salarié dans les secteurs essentiellement marchands (hors agriculture); données corrigées des variations saisonnières

Véritable indicateur avancé de l'emploi, l'intérim* constitue une variable d'ajustement pour les entreprises que ce soit en période de ralentissement ou de reprise économique. Globalement, au cours de l'année 2014, le nombre de salariés travaillant dans le secteur de l'intérim est demeuré stable. La région compte 27 100 intérimaires en décembre 2014 (source Pôle emploi), en baisse de 0,1 % par rapport à 2013.

L'évolution est également faible au niveau national avec une progression de 0,1 %. Plus de deux intérimaires sur cinq travaillent dans l'industrie. L'emploi intérimaire est également présent dans le secteur du tertiaire (30 % des intérimaires travaillent dans ce secteur) et dans le secteur de la construction (25 %).

Évolution du nombre d'intérimaires en Midi-Pyrénées



Au cours de l'année 2014, Pôle emploi Midi-Pyrénées a collecté près de **125 000 offres d'emploi**. Cet indicateur est toujours orienté défavorablement et enregistre un repli de 8,3 % en évolution cumulée sur un an. La baisse touche tous les types de contrat même si les contrats de moins de 6 mois, qui représentent la moitié des emplois proposés, reculent le plus fortement (-12,2 % en cumul annuel). Les contrats durables (durée supérieure à 6 mois), enregistrent quant à eux, un repli de 4,1 %.

Le recours à l'**activité partielle** progresse une nouvelle fois en 2014. Sur l'ensemble de l'année, plus de 3 000 établissements ont eu recours au chômage partiel avec 700 000 heures non travaillées, soit une hausse de 6,0 % en cumul annuel.

Les licenciements économiques ont été moins nombreux dans la région qu'en 2013. Près de 5 100 licenciements économiques ont été comptabilisés sur l'année soit une baisse de 14,3 % par rapport 2013. Dans la même période, le nombre de demandes d'emploi enregistrées suite à une rupture conventionnelle a progressé de plus de 1 200, soit + 7,4 % entre 2013 et 2014.

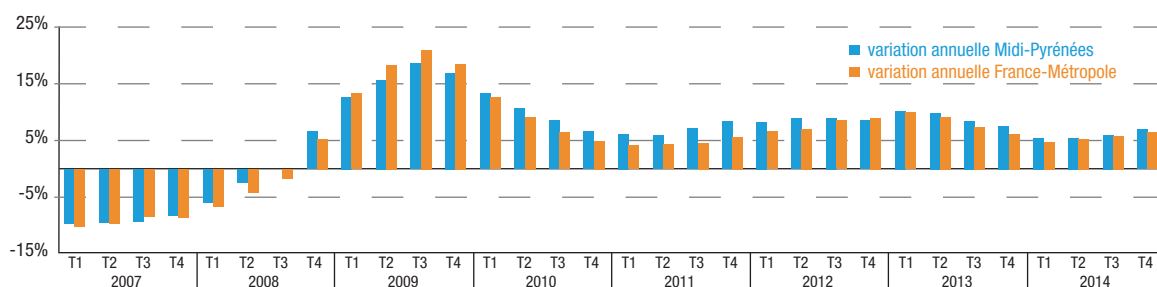
Au quatrième trimestre 2014, **le taux de chômage s'établit à 10,4 %** de la population active. Ce taux est supérieur de

0,4 point à celui observé au plan national et présente une progression d'un demi-point en comparaison avec le même trimestre de 2013.

La région Midi-Pyrénées totalise plus de 257 000 demandeurs d'emploi inscrits en catégories ABC à fin 2014 (données corrigées des variations saisonnières), soit une progression de 6,8 % sur un an contre + 6,3 % au niveau national. Le nombre de demandeurs d'emploi progresse de manière quasi-continue depuis le second semestre 2008. Les plus touchés par cette progression sont les plus de 50 ans et les demandeurs d'emploi de longue durée (inscrits depuis plus d'un an).

En 2014, l'économie de la région Midi-Pyrénées a présenté une meilleure orientation qu'au niveau national si l'on considère les chiffres d'affaires réalisés par les entreprises régionales qui ont continué à progresser alors qu'ils se réduisaient au niveau national. Ce niveau d'activité, même s'il est moins favorable qu'en 2013, s'est appuyé sur le dynamisme du secteur industriel (construction aéronautique, agro-alimentaire) et des services marchands (transports, services informatiques, ingénierie). Si l'activité a permis de restaurer en partie la rentabilité des entreprises, elle n'a pas profité à la création d'emplois. Les perspectives pour 2015 témoignent d'un maintien de la croissance des chiffres d'affaires, mais l'emploi demeurerait stable sauf reprise des investissements (source DRFIP et Banque de France).

Evolution annuelle du nombre de demandeurs d'emploi



* source Pôle emploi. En raison de la forte variabilité journalière de cet indicateur, le nombre d'intérimaires en fin de mois est calculé sur la moyenne des cinq derniers jours ouvrés du mois.

L'EMPLOI SALARIÉ

Léger recul de l'emploi salarié en 2014

L'emploi salarié dans les secteurs essentiellement marchands hors agriculture recule de 0,1 % en 2014 en Midi-Pyrénées et de 0,5 % en France. C'est la seconde année consécutive de quasi-stabilité de l'emploi après la hausse de 0,1 % observée en 2013. Depuis fin 2007, l'emploi salarié a gagné 1,4 % en région alors qu'il a reculé de 3,5 % nationalement. Midi-Pyrénées regroupe 4,2 % de l'emploi salarié national.

L'emploi industriel gagne 0,3 % en 2014 et s'établit à 148 000 emplois : il représente 22,3 % de l'emploi en Midi-Pyrénées contre 19,9 % en métropole. Contrairement aux années antérieures, la fabrication de matériel de transports (incluant l'industrie aéronautique) perd 200 emplois. Par ailleurs, 500 postes sont créés dans les industries agroalimentaires. Dans la fabrication de matériel de transports, 5 000 emplois supplémentaires ont été créés depuis le début de la crise, soit une progression de 14,6 %.

L'emploi dans le secteur de la construction poursuit son recul, -2,8 % en 2014 avec 1 700 emplois perdus. Le poids du secteur chute depuis le début de la crise. Il représente

désormais 9,2 % de l'emploi salarié régional (8,5 % en métropole) alors qu'il regroupait 10,7 % de l'emploi fin 2007. Au final, 8 400 emplois ont été supprimés en 6 ans, soit un emploi sur huit.

L'emploi dans le tertiaire marchand progresse de 0,2 % en 2014. Au sein du tertiaire marchand, l'intérim présente un léger recul en 2014, se situant toujours nettement en-dessous de son niveau d'avant la crise. C'est un secteur à part dans la mesure où les missions peuvent se dérouler dans la construction et l'industrie. Le commerce connaît également une évolution défavorable cette année, ceci pour la quatrième année consécutive. Dans les autres services marchands, l'emploi progresse de 0,5 % en 2014 : il s'agit de la hausse la plus faible depuis le début de la crise. L'emploi recule de 0,4 % dans le transport et entreposage tandis qu'il progresse partout ailleurs. Le gain atteint même 1,5 % dans l'information et la communication, portant le cumul à + 10,6 % depuis fin 2007.

Emploi salarié par secteur d'activité

	2014 T4	Evol. annuelle	Evol. depuis fin 2007
INDUSTRIE	147 976	+0,3%	-2,3%
Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	25 043	+2,0%	+2,3%
Cokéfaction et raffinage + énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	17 412	+1,3%	+7,2%
Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques ; fabrication de machines	15 441	-1,0%	-19,1%
Fabrication de matériels de transport	39 868	-0,5%	+14,6%
Fabrication d'autres produits industriels	50 212	+0,1%	-11,7%
CONSTRUCTION	61 190	-2,8%	-12,0%
TERTIAIRE MARCHAND	452 944	+0,2%	+4,8%
Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles	126 152	-0,4%	-1,6%
Tertiaire marchand hors commerce et intérim	303 271	+0,5%	+7,5%
Transports et entreposage	53 519	-0,4%	+5,7%
Hébergement et restauration	36 107	+0,9%	+5,9%
Information et communication	31 017	+1,5%	+13,7%
Activités financières et d'assurance	29 312	+0,7%	+11,5%
Activités immobilières	7 651	+0,4%	-10,1%
Activités scientifiques et techniques ; services administratifs et de soutien	108 622	+0,5%	+10,2%
Autres activités de services	37 043	+0,3%	+13,0%
Intérim	23 521	-0,4%	-8,6%
TOTAL MIDI-PYRÉNÉES	662 110	-0,1%	+1,4%

Données CVS - Source Insee - Estimations d'emploi salarié dans le secteur principalement marchand non agricole

L'emploi salarié diminue en 2014 dans 3 départements

En 2014, l'emploi salarié dans les secteurs essentiellement marchands hors agriculture est en repli dans le Gers, les Hautes-Pyrénées et le Tarn. Il progresse dans les cinq autres départements.

Dans le détail pour la Haute-Garonne, la hausse s'établit à 0,3 % sur l'année. Depuis fin 2007, l'emploi a progressé de 6,5 % dans ce département avec 23 300 emplois supplémentaires. Cela représente la plus forte progression en métropole sur la période, aucun autre département n'ayant connu une hausse de plus de 4,3 % de l'emploi. La Haute-Garonne regroupe également 57,2 % de l'emploi salarié régional contre 54,4 % avant la crise. L'emploi dans le tertiaire progresse de 0,6 % sur l'année malgré le recul de l'intérim. La fabrication de matériels de transport, moteur industriel de la Haute-Garonne, perd 260 emplois après en avoir gagné

3400 emplois en 3 ans. La construction emploie 500 salariés de moins en 2014, portant le recul à 2 200 emplois sur 3 ans dans le département.

Dans les 7 autres départements de Midi-Pyrénées, l'emploi dans la construction recule également en 2014. L'emploi dans le commerce se stabilise en Ariège et dans le Lot alors qu'il diminue dans les autres départements. Les effectifs salariés du secteur industriel augmentent dans le Tarn-et-Garonne, l'Aveyron et surtout le Lot, reculent dans le Gers et les Hautes-Pyrénées et n'évoluent guère dans les 3 autres départements. L'emploi dans le tertiaire hors commerce et intérim progresse surtout dans le Tarn-et-Garonne et l'Ariège. A l'inverse il régresse d'au moins 1 % dans le Gers, le Lot et les Hautes-Pyrénées.

Emploi salarié par département

	2014 T4	Evol. annuelle	Evol. depuis fin 2007
Ariège	23 820	+0,8%	-7,5%
Aveyron	53 402	+0,1%	-3,3%
Haute-Garonne	378 399	+0,3%	+6,5%
Gers	29 343	-2,6%	-4,4%
Lot	30 557	+0,9%	-3,3%
Hautes-Pyrénées	41 928	-2,1%	-9,7%
Tarn	63 971	-1,2%	-5,2%
Tarn-et-Garonne	40 690	+0,2%	-0,4%
Total Midi-Pyrénées	662 110	-0,1%	1,4%

Données CVS - Source Insee -
Estimations d'emploi salarié dans le secteur principalement marchand non agricole

Le recensement des **Déclarations Préalables A l'Embauche (DPAE)** porte sur la globalité de l'année 2014 et permet d'apporter un éclairage complémentaire à la vision de l'emploi établie en fin d'année.

La DPAE est une formalité obligatoire pour les entreprises qui décident d'embaucher. Cependant, elle ne correspond pas exactement aux recrutements réalisés dans la mesure où l'entreprise peut décider de se rétracter.

En Midi-Pyrénées, ce sont plus de 1,7 millions de déclarations (toutes durées confondues) qui ont été enregistrées au cours de l'année 2014 dont plus de 40 % sont issues de l'intérim.

Dans le détail, le nombre de DPAE hors missions intérim et d'une durée supérieure à un mois s'élève à près de 300 000, en baisse de 3,9 % sur un an. C'est principalement le secteur des services, avec 68 % des déclarations, et plus précisément l'administration publique, la santé humaine, l'action sociale, les activités scientifiques et techniques et le commerce, hébergement-restauration qui concentrent le plus de DPAE. En région, on recense une majorité de DPAE d'une durée comprise entre 1 et 6 mois. Le département de la Haute-Garonne concentre 55 % des DPAE. Près de la moitié des DPAE sont enregistrées par des établissements de moins de 10 salariés.

Source ACOSS-MSA

LES REPRISES D'EMPLOI EN MIDI-PYRÉNÉES

Un nombre de reprises d'emploi qui progresse légèrement dans un contexte de dégradation du marché du travail

L'Indicateur de Reprise d'Emploi mesure le nombre de reprises d'emploi au cours du mois parmi les demandeurs d'emploi en catégorie A ou B au cours du mois précédent. Seuls les retours à l'emploi pour une durée supérieure ou égale à 1 mois sont pris en compte.

Au cours de l'année 2014, la région Midi-Pyrénées a recensé plus de 169 700 reprises d'emploi, soit une progression de 0,5 % sur un an. Le calcul du taux moyen mensuel de reprise d'emploi* permet de mettre en perspective cette hausse avec celle observée pour la demande d'emploi. Ce taux s'élève à 7,3 % sur l'année 2014, en baisse de 0,3 point par rapport à 2013. Le nombre de reprises d'emploi connaît des fluctuations saisonnières importantes. Comme au niveau national, on observe en particulier un pic au 3e trimestre, suivi d'une baisse le trimestre d'après.

* Le taux moyen mensuel de reprise d'emploi du graphique ci-dessous correspond au nombre total de reprises d'emploi observé sur la période rapporté à la taille de la DEFM observée en moyenne sur la même période.

L'analyse conjointe des informations disponibles dans les fichiers administratifs de Pôle Emploi et des informations issues des DPAE (source ACOSS-CCMSA) permet de pouvoir évaluer les reprises d'emploi au travers d'un Indicateur de Reprise d'Emploi (IRE).

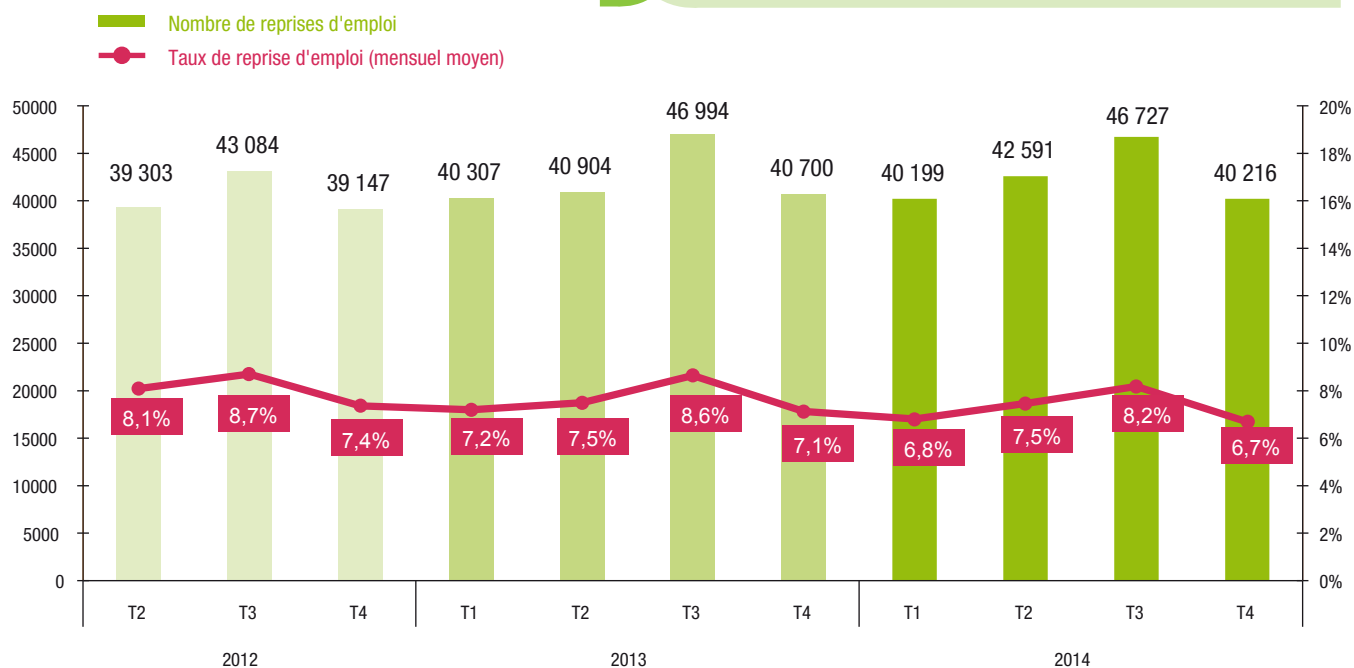
METHODOLOGIE DE CALCUL DE L'INDICATEUR

Parmi les demandeurs d'emploi inscrits en catégories A et B en M-1, l'indice de reprise d'emploi prend en compte :

- Ceux qui ont une DPAE en M correspondant à un CDD de plus d'1 mois ou un CDI
- Ceux qui ont quitté la DEFM cat. AB en M, sans DPAE en M, et qui ont une DPAE en M+1 correspondant à un CDD de plus d'1 mois ou un CDI
- Complétée par :
 - > Ceux qui ont une sortie pour reprise d'emploi déclarée en M,
 - > Ceux qui ont une bascule en catégorie C en M sans revenir en catégorie A ou B au cours du mois M+1, dès lors qu'ils n'exerçaient pas plus de 70 heures d'activité réduite au cours du mois M-1
 - > Ceux qui basculent en catégorie E en M
 - > Ceux qui entrent en AFPR / POE individuelle en M

DPAE

Fichier Pôle Emploi



Source : Pôle emploi

Les reprises d'emploi souvent attribuées à une DPAE

Les Déclarations Préalables A l'Embauche d'un mois ou plus représentent 60 % des reprises d'emploi de la région. Environ 30 % des reprises d'emploi sont repérées par la pratique d'une activité réduite de plus de 78 heures par mois, et 9 % sont issues des déclarations mensuelles de situation des demandeurs d'emploi.

Des reprises d'emploi plus marquées chez les jeunes et personnes qualifiées

Le taux de reprise d'emploi, établi au regard du nombre de demandeurs d'emploi moyen sur l'année 2014, est plus élevé pour le public des moins de 25 ans. Il s'établit à 9,8 %, en

baisse de 0,2 point par rapport à 2013. Être inscrit depuis longtemps, être peu diplômé ou encore être faiblement qualifié constituent un frein à la reprise d'emploi. Cet indicateur met ainsi en évidence des difficultés plus marquées à reprendre une activité pour les demandeurs d'emploi inscrits depuis plus de deux ans ou encore pour ceux faiblement diplômés.

Certains domaines professionnels sont également plus porteurs que d'autres. C'est notamment le cas des métiers de l'hôtellerie-restauration, la santé ou encore l'industrie alors que les résultats sont moins favorables pour les métiers du spectacle, de l'art ou encore de l'agriculture.

Nombre de reprises d'emploi des demandeurs d'emploi en catégorie A ou B selon les caractéristiques des demandeurs d'emploi

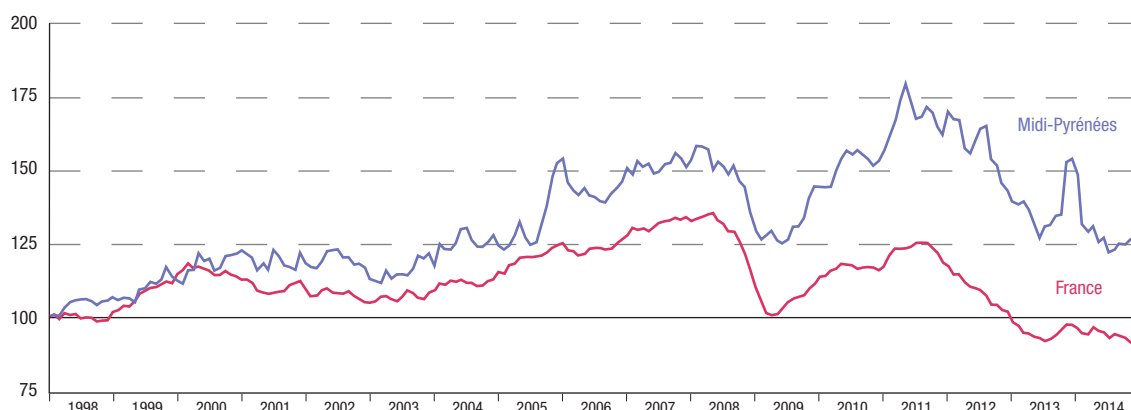
	Reprises d'emploi		Taux moyen mensuel de reprises d'emploi	
	Nombre	Evo. ann.	%	Evo. ann.
TOTAL SUR LA PÉRIODE	169 733	+0,5%	7,3%	-0,3 pts
SELON LA CLASSE D'ÂGE DES DEMANDEURS D'EMPLOI				
< 25 ans	32 723	-3,2%	9,8%	-0,2 pts
25-49 ans	113 237	+0,8%	7,9%	-0,3 pts
50 ans et +	23 773	+4,6%	4,3%	-0,3 pts
SELON LE SEXE DES DEMANDEURS D'EMPLOI				
Homme	83 414	+1,3%	7,3%	-0,4 pts
Femme	86 319	-0,3%	7,2%	-0,3 pts
SELON LA DURÉE D'INSCRIPTION À PÔLE EMPLOI				
DE depuis moins d'un an	116 077	-0,9%	8,1%	-0,2 pts
DE depuis un an et plus	53 656	+3,6%	6,0%	-0,5 pts
DE depuis 2 ans et plus	23 371	+8,4%	5,3%	-0,5 pts
SELON LA QUALIFICATION DES DEMANDEURS D'EMPLOI				
Cadre	7 333	-10,5%	11,6%	+2,4 pts
Agent de maîtrise	3 171	-19,6%	11,8%	+2,1 pts
Technicien	7 404	-25,3%	11,9%	+1,6 pts
Employé qualifié	48 437	-23,2%	10,4%	+1,3 pts
Employé non qualifié	18 262	-24,8%	7,3%	+0,4 pts
Ouvrier spécialisé	3 971	-30,1%	7,7%	+0,3 pts
Ouvrier qualifié	11 592	-28,5%	9,8%	+0,6 pts
Mancœuvre	2 355	-25,3%	6,2%	+0,1 pts
SELON LE NIVEAU DE DIPLÔME DES DEMANDEURS D'EMPLOI				
BAC+3 et +	25 936	+5,7%	8,3%	-0,3 pts
BAC+2	24 306	+1,1%	9,0%	-0,2 pts
BAC	41 200	+1,1%	8,1%	-0,4 pts
CAP-BEP	57 556	-2,0%	7,0%	-0,4 pts
Autres	20 720	-0,6%	4,9%	-0,3 pts
SELON LA FAMILLE DE MÉTIER RECHERCHÉ PAR LES DEMANDEURS D'EMPLOI				
Agriculture	5 727	+3,2%	5,6%	-0,2 pts
Art	684	-2,4%	4,2%	-0,3 pts
Banque, assu. et immo.	2 256	-3,1%	8,3%	-0,4 pts
Commerce	26 345	+1,0%	7,5%	-0,2 pts
Communication	2 954	+4,1%	6,8%	-0,2 pts
Construction	18 209	-1,1%	8,3%	-0,6 pts
Hôtellerie - restauration	19 819	+3,0%	9,3%	-0,2 pts
Industrie	12 546	+6,3%	8,6%	-0,2 pts
Instal.et maintenance	6 734	+1,4%	7,1%	-0,4 pts
Santé	7 805	+1,1%	9,0%	-0,3 pts
Serv. à la personne et à la collectivité	30 084	-0,3%	6,1%	-0,3 pts
Spectacle	3 104	-13,4%	4,5%	-0,8 pts
Support a l'entreprise	19 337	-1,3%	6,9%	-0,3 pts
Transport et logistique	14 121	-0,8%	7,4%	-0,5 pts

Source : Pôle emploi

LES OFFRES COLLECTÉES* PAR PÔLE EMPLOI

Stabilisation du volume d'offres d'emploi après une baisse marquée sur le 1^{er} semestre

Les offres collectées par Pôle emploi (base 100 en janvier 1998)



Données CVS, base 100 en glissement sur 3 mois – Source Direccte, Pôle emploi

En 2014, **près de 125 000 offres ont été collectées par Pôle emploi** Midi-Pyrénées, soit 8,3 % de moins qu'en 2013. Les offres d'emploi s'inscrivent en retrait même si elles tendent à se stabiliser en fin d'année. La moitié des besoins formulés par les entreprises portent sur des offres d'emploi durables (durée de plus de 6 mois). Les offres d'emploi temporaires (durée comprise entre 1 et 6 mois) représentent 40 % des offres de la région et les offres d'emploi occasionnelles en représentent 10 %. Cette année, le repli des offres concerne en premier lieu les contrats occasionnels avec une baisse de 31,9 %. Cette baisse est en partie imputable à une entreprise dont le siège, situé en Midi-Pyrénées, a enregistré plus de 4200 offres pour l'ensemble de ses établissements sur le territoire français en novembre 2013. Ces offres portaient sur des besoins en recrutement « de conducteur d'enquêtes » pour des contrats allant d'un à huit jours. Les contrats temporaires et durables accusent un repli respectif de 5,0 % et 4,1 % en cumul sur un an. Parmi les contrats durables, les contrats à durée indéterminée reculent de 0,6 % en cumul sur un an. Ce sont donc plutôt les contrats à durée déterminée de plus de 6 mois qui diminuent le plus (-19,0 %).

L'ensemble des départements enregistrent une baisse du nombre d'offres d'emploi mais dans des proportions différentes. Le Lot est le département le plus impacté avec une diminution qui atteint 24,7 % en cumul annuel. Les départements du Tarn et du Tarn-et-Garonne présentent des évolutions marquées (respectivement -14,0 % et -10,5 %).

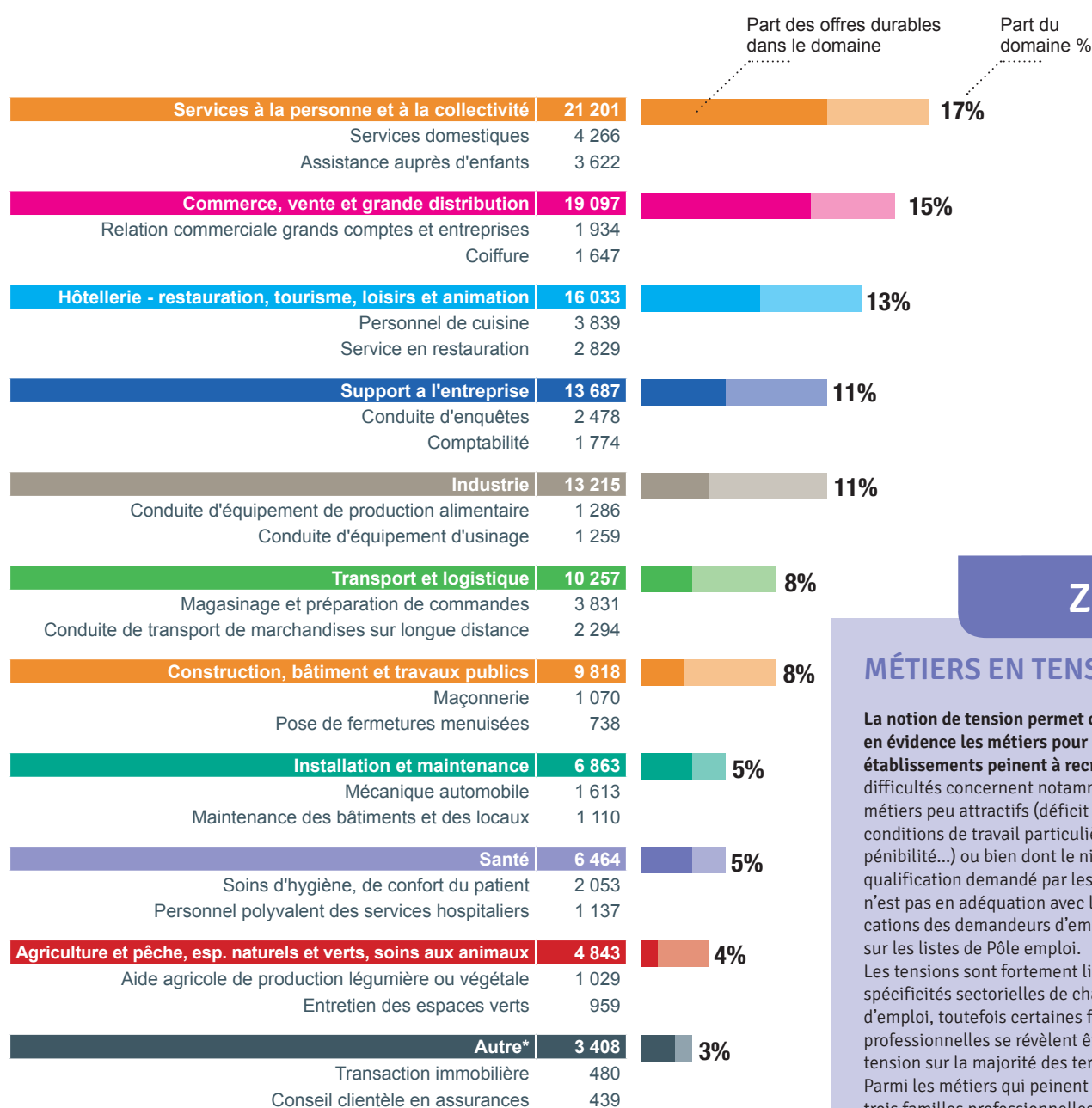
L'Ariège affiche un repli des offres moins marqué que les autres départements (-1,5 %). La Haute-Garonne, qui concentre plus de 53 % des offres de la région, n'est pas épargnée et affiche une diminution de -5,8 %. Cependant, si l'on retirait les 4 200 offres anormalement comptabilisées sur ce département en 2013, la Haute-Garonne marquerait une progression de son volume d'offre d'emploi de 0,1 %. Plus de 2 offres d'emploi sur 3 proviennent de quatre domaines professionnels : les services à la personne, le commerce, l'hôtellerie et le support aux entreprises.

En 2014, les domaines de la communication et de la santé sont les seuls à présenter une hausse du nombre d'offres d'emploi en cumul annuel (respectivement +11,4 % et +8,8 %). Alors que le spectacle et le support à l'entreprise affichaient en 2013 une progression des offres, ils connaissent cette année les baisses les plus marquées avec respectivement -50,2 % et -24,2 %. L'industrie et les services à la personne accusent également un repli supérieur à celui de la région avec des diminutions respectives de -10,4 % et -9,4 %.

La part des offres durables varie sensiblement d'un domaine professionnel à un autre. Elle est, compte tenu de l'activité, plus faible dans l'agriculture (23 % des offres) ou la construction (31 %) mais nettement plus élevée dans les domaines de la banque (67 %), du commerce (66 %) ou bien des services à la personne (65 %).

*Les offres collectées par Pôle emploi sont les offres d'emploi déposées par les employeurs auprès de Pôle emploi. Depuis juillet 2013, des offres déposées auprès de partenaires de Pôle emploi sont également publiées sur le site internet de Pôle emploi, afin de permettre une plus grande visibilité des offres et faciliter le rapprochement avec les demandes d'emploi. Le nombre d'offres d'emploi collectées publié dans cette étude ne correspond donc pas à l'ensemble des offres accessibles par les demandeurs d'emploi sur le site pole-emploi.fr.

Les deux métiers enregistrant le plus d'offres par domaine professionnel



ZOOM

MÉTIERS EN TENSION

La notion de tension permet de mettre en évidence les métiers pour lesquels les établissements peinent à recruter. Ces difficultés concernent notamment des métiers peu attractifs (déficit d'image, conditions de travail particulières, pénibilité...) ou bien dont le niveau de qualification demandé par les entreprises n'est pas en adéquation avec les qualifications des demandeurs d'emploi inscrits sur les listes de Pôle emploi.

Les tensions sont fortement liées aux spécificités sectorielles de chaque bassin d'emploi, toutefois certaines familles professionnelles se révèlent être en tension sur la majorité des territoires. Parmi les métiers qui peinent à recruter, trois familles professionnelles se dégagent : la mécanique et le travail de métaux (conduite d'équipement d'usinage, chaudronnerie-tôlerie, mécanique automobile, ...), l'hôtellerie-restauration (personnel de cuisine, boucherie, service en restauration), et enfin la santé (soins d'hygiène, soins infirmiers).

Méthodologie :

Pour chaque métier, cette tension est définie à partir d'un indicateur composite. Ce dernier prend en compte les difficultés de recrutement des entreprises identifiées par l'enquête annuelle sur les besoins en main d'œuvre (source Pôle emploi, BMO 2014) et intègre également deux ratios : le rapport entre les offres collectées par Pôle emploi et les inscriptions des demandeurs d'emploi ainsi que le rapport entre les offres collectées et le nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois.

* : Banque, assurance et immobilier, Communication, média et multimédia, Spectacle et Art et façonnage d'art

Source : Pôle emploi

En 2014, ce sont les domaines des services à la personne et du commerce qui enregistrent le plus d'offres d'emploi dans la région. Au niveau des métiers, les services domestiques, le personnel de cuisine, le magasinage et préparation de commandes et l'assistance auprès d'enfants comptabilisent le plus grand nombre d'offres collectées par Pôle emploi Midi-Pyrénées. Les recrutements répondent ainsi à des besoins ponctuels ou bien davantage pérennes. On retrouve une proportion d'offres d'emploi durables plutôt élevée dans les métiers des services à la personne, du commerce et de la banque. A l'inverse, les offres enregistrées dans l'agriculture présentent une part d'offres non durables importante en raison essentiellement d'une saisonnalité marquée dans ce domaine. Les métiers de la construction, du transport et de l'industrie affichent également, dans une moindre mesure, des fortes proportions d'emplois non durables.

CARACTÉRISTIQUES DE LA DEMANDE D'EMPLOI

La demande d'emploi croît en 2014 pour la septième année consécutive.

La demande d'emploi en catégories ABC continue de croître en Midi-Pyrénées. La progression s'établit à 6,8 % en 2014 et à 79 % depuis fin 2007 (+ 69 % en France métropolitaine). A fin décembre 2014, les 257 400 personnes inscrites à Pôle emploi dans les catégories ABC représentent 87,4 % de l'ensemble des demandeurs d'emploi. Parmi elles, 167 400 n'ont eu aucune activité durant le mois de référence (cat.A), à l'inverse des catégories B et C qui ont exercé une activité inférieure (cat.B) ou supérieure (cat.C) à 78 heures. A fin 2014, 35 % des demandeurs d'emploi en catégorie ABC ont exercé une activité dans le mois de référence. Alors qu'en décembre 1996 un demandeur d'emploi sur cinq exerçait une activité, cette proportion a régulièrement progressé depuis 2004 pour se stabiliser légèrement au-dessus d'un tiers.

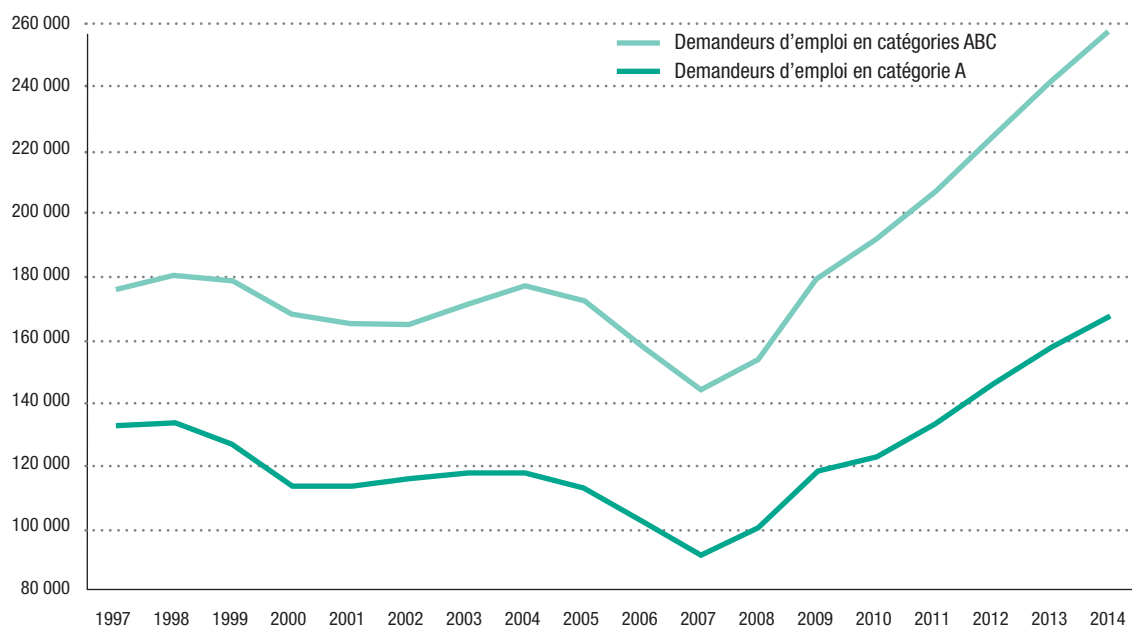
Avec les catégories D et E, on obtient un total régional de 294 600 demandeurs d'emploi. La catégorie D augmente faiblement pour la seconde année consécutive. Les jeunes y sont plus nombreux que dans les autres catégories. Elle regroupe les demandeurs d'emploi en formation et les bénéficiaires d'une Convention de Sécurisation Professionnelle (CSP), dispositif d'accompagnement de 12 mois maximum des salariés licenciés pour motif économique. En catégorie E, on comptabilise notamment les bénéficiaires de contrats aidés ou ceux en création d'entreprise. Cette population progresse en 2014, malgré un léger repli en fin d'année. Les parts des 25-49 ans ou bien des hommes y sont plus importantes.

Demands d'emploi en fin de mois

	à fin décembre 2013	à fin décembre 2014	évolutions
Tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi	241 001	257 385	+6,8%
Cat. A : sans emploi	157 028	167 355	+6,6%
Cat. B et C (activité réduite courte et activité réduite longue)	83 973	90 030	+7,2%
Non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi	36 543	37 246	+1,9%
Cat. D : sans emploi (stage, formation, maladie...)	14 095	14 320	+1,6%
Cat. E : en emploi (contrats aidés, création d'entreprise...)	22 448	22 926	+2,1%
Total	277 544	294 631	+6,2%

Données CVS - Source Direccte, Pôle emploi

Évolution de la demande d'emploi depuis 1997



La demande d'emploi progresse plus fortement dans le Tarn-et-Garonne

Les 8 départements de Midi-Pyrénées connaissent une 7^e année consécutive de hausse de la demande d'emploi en catégories ABC. La progression n'est toutefois pas homogène selon les territoires. Elle se situe en dessous de 5 % dans l'Aveyron, le Lot, les Hautes-Pyrénées et le Tarn et dépasse les 7,5 % dans les quatre autres départements.

La Haute-Garonne, où près d'un demandeur d'emploi sur deux habite, connaît une augmentation plus importante que la moyenne régionale. La hausse en Haute-Garonne est plus importante qu'en région pour toutes les tranches d'âge, aussi bien pour les hommes que pour les femmes. Le dynamisme de la population s'accompagne en général d'une hausse de la population active, cette dernière ne pouvant pas totalement être absorbée par un marché du travail peu dynamique. La demande d'emploi des cadres augmente plus rapidement que celle des autres qualifications pour la seconde année consécutive.

La hausse de la demande d'emploi est limitée à 4,2 % en Aveyron, grâce en particulier à un net recul de la demande d'emploi des jeunes. Dans le Lot, la progression est nettement moindre qu'au niveau régional, et ce, pour la troisième année consécutive. Les Hautes-Pyrénées présentent une augmentation bien moins importante pour les femmes que pour les hommes. La demande d'emploi dans le Tarn croît pour la 3^e année consécutive d'environ 5 %, ce qui en fait le département où la hausse est la plus faible depuis le début de la crise. L'Ariège, le Gers et le Tarn-et-Garonne ont en commun une forte progression de la demande d'emploi masculine, la demande d'emploi féminine augmentant aussi mais dans des proportions comparables au reste de Midi-Pyrénées. Dans le Tarn-et-Garonne, la hausse la plus importante concerne les jeunes alors que dans les 7 autres départements, les seniors sont les plus durement touchés.

D.E.F.M. catégories ABC

	décembre 2014	Part	évolution annuelle 2014	évolution depuis fin 2007
Ariège	13 759	5%	+7,6%	+74,7%
Aveyron	16 026	6%	+4,2%	+82,0%
Haute-Garonne	127 122	49%	+7,6%	+83,9%
Gers	12 665	5%	+7,8%	+88,8%
Lot	12 334	5%	+4,7%	+73,4%
Hautes-Pyrénées	20 185	8%	+4,8%	+67,1%
Tarn	31 954	12%	+5,0%	+59,5%
Tarn-et-Garonne	23 339	9%	+8,6%	+85,5%
Midi-Pyrénées	257 385	100%	+6,8%	+78,3%

Données CVS - Source Directcte, Pôle emploi

La majorité des demandeurs d'emploi sont des femmes

Midi-Pyrénées se distingue par une forte proportion de femmes parmi les demandeurs d'emploi. Il faut noter que dans l'ensemble, les régions où les femmes sont surreprésentées sont majoritairement au Sud et à l'Ouest (Corse, Aquitaine, Pays-de-la-Loire, Auvergne, Midi-Pyrénées, Poitou-Charentes, Limousin et Bretagne). Dans ces régions, la part des femmes dans la demande d'emploi est plus importante

que celle dans la population active. Ainsi en Midi-Pyrénées, les femmes représentent 52,0 % des demandeurs d'emploi (au cinquième rang des régions françaises, 49,7 % en France) et 48,2 % de la population active (niveau identique à celui de la France). La part des femmes dans la demande d'emploi atteignait 56,4 % fin 2007 en Midi-Pyrénées.

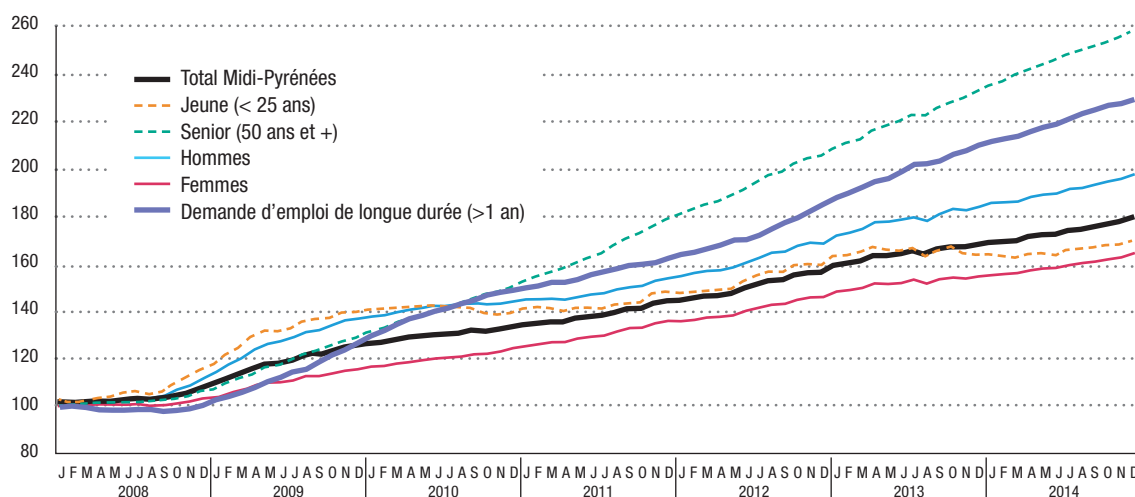
L'année 2014 a de nouveau été plus défavorable aux hommes qu'aux femmes. Le nombre d'hommes demandeurs d'emploi augmente plus rapidement que le nombre de femmes pour la troisième année consécutive, même si cette année l'écart de 1,2 % est moindre que précédemment. Depuis fin 2007, la demande d'emploi masculine a progressé de 94,7 % contre 62,9 % pour les femmes. Au niveau national la dégradation est également plus importante pour les hommes que pour les femmes, avec toutefois un écart moins important qu'en Midi-Pyrénées.

La hausse de la demande d'emploi concerne toutes les tranches d'âge, que ce soit en Midi-Pyrénées ou en métropole. Pour la seconde année consécutive, la demande d'emploi des jeunes progresse moins vite que celles des 25-49 ans et que celle des seniors. Les seniors sont pour la sixième année consécutive ceux dont la demande d'emploi

augmente le plus. Néanmoins, la hausse est cette année la plus faible depuis le début de la crise avec + 10,7 %. La suppression de la dispense de recherche d'emploi ainsi que l'allongement de la durée de cotisation expliquent au moins en partie cette évolution défavorable aux seniors depuis plusieurs années. Pour les 25-49 ans, la hausse de 6,2 % en 2014 se situe dans le rythme des années antérieures (entre + 5,6 % et + 6,6 % depuis 5 ans). Pour les jeunes, la progression de 3,4 % est légèrement plus importante que celle observée en 2013.

Depuis le début de la crise, la demande d'emploi des seniors a progressé de 157 % en Midi-Pyrénées. Dans la région, les 25-49 ans sont les moins impactés avec une progression de 61,5 %, soit 5,5 % de moins que les jeunes : au niveau national c'est l'inverse avec 2,4 % de hausse en moins pour les jeunes que pour les 25-49 ans.

Croissance de la demande d'emploi depuis fin 2007 (Cat ABC)



Catégories ABC - données CVS - Indice base 100 décembre 2007- Source Direccte, Pôle emploi

A fin 2014, 110 000 demandeurs d'emploi de catégories ABC sont inscrits depuis plus d'un an, soit 42,5 % du total de ces catégories. Cette proportion ne cesse de progresser depuis le début de la crise : elle n'était que de 31 % fin 2008. La plus forte progression concerne les inscrits depuis plus de 3 ans (34 400), en hausse de 19 % en 2014.

Les seniors sont particulièrement touchés par la demande d'emploi de longue durée : plus de 60 % des demandeurs

d'emploi d'au moins 50 ans sont inscrits depuis plus d'un an, un quart depuis plus de trois ans. C'est bien plus que les jeunes avec seulement 18 % d'entre eux inscrits depuis plus d'un an et 41 % pour les 25-49 ans. Fin 2014, seulement 14 % des demandeurs d'emploi inscrits depuis moins de 3 mois sont seniors contre 43 % pour ceux inscrits depuis plus de 36 mois. Ce sont en particulier les seniors inscrits depuis plus de 3 ans qui ont connu la plus forte hausse en 2014 (24 % de progression en une année).

LES PRINCIPALES INTERVENTIONS DE L'ÉTAT

Moins d'entrées en CUI et emplois d'avenir, mais plus de bénéficiaires

En 2014, 14 850 CUI (Contrats Unique d'Insertion) ont été signés en Midi-Pyrénées, soit 7 % de moins que l'année précédente. Le recul est également observé sur les EAv (Emplois d'Avenir) avec 3 450 nouveaux contrats, soit 14 % de moins qu'en 2013. On dénombre au total 18 300 entrées en contrat aidés durant l'année contre 20 000 l'année précédente. Près de 3 contrats sur 4 correspondent à des nouveaux contrats, le dernier quart portant sur des renouvellements. Dans le détail, un tiers des signatures sont des renouvellements dans le secteur non marchand, cette part atteignant à peine 2 % dans le secteur marchand. Les entrées ont reculé dans le secteur non marchand, aussi bien pour les CUI que les EAv. Dans le secteur marchand, les entrées ont progressé de 8 % pour les CUI (ils pèsent 16 % des entrées en CUI) et de 18 % pour les EAv (22 % des entrées en EAv sont dans le secteur marchand). Le secteur non marchand demeure toutefois largement majoritaire.

Si le nombre d'entrées a globalement diminué, le nombre de bénéficiaires a par contre fortement progressé passant de 14 250 à fin 2013 à 16 850 fin 2014. Deux éléments expliquent cette progression du nombre de bénéficiaires d'un contrat aidé :

- les CUI conclus en 2014 durent plus longtemps que ceux conclus en 2013, conformément aux directives nationales. Du coup les trois-quarts des signataires durant l'année sont encore présents en fin d'année contre les deux-tiers pour l'année précédente.
- les emplois d'avenir présentent des durées plus longues, si bien que fin 2014 on retrouve 91 % de ceux ayant signé un contrat en cours d'année, mais également 59 % de ceux qui avaient signé un contrat en 2013.

Les contrats aidés ne visent pas les mêmes bénéficiaires, ne sont pas dans les mêmes entreprises et ne se font pas sous la même forme de contrat selon qu'ils soient dans le secteur marchand ou non-marchand. Alors que les femmes sont largement majoritaires dans le secteur non-marchand avec 70 % des bénéficiaires, elles sont minoritaires dans le secteur marchand. Cette différence apparaît de façon encore plus nette dans les emplois d'avenir que dans les CUI. Il y a en revanche peu de différences sur l'âge des bénéficiaires, avec juste un peu plus de jeunes et de seniors dans le secteur marchand (l'écart étant surtout entre CUI et Eav). Les bacheliers représentent 43 % des bénéficiaires d'un contrat aidé dans le secteur marchand contre 52 % dans le secteur non marchand : cela s'explique par le poids de l'éducation nationale dans le secteur non-marchand, les trois quarts y étant bachelier.

Près de la moitié des bénéficiaires d'un contrat aidé à fin 2014 dans le secteur marchand sont dans une entreprise de moins de 5 salariés, cette part s'élevant à 14 % dans le secteur non marchand. Les métiers qu'ils occupent diffèrent logiquement : dans le secteur non marchand, 43 % des bénéficiaires exercent un métier des services à la personne et à la collectivité contre 7 % dans le secteur marchand. Dans le secteur marchand, un quart des contrats sont dans les métiers du commerce, de la vente et de la grande distribution, 9 % dans ceux du bâtiment et de la construction et 8 % dans les métiers industriels alors que ces métiers sont pratiquement absents du secteur non marchand. Les métiers de l'hôtellerie-restauration, du tourisme et des loisirs occupent un contrat sur six dans le marchand comme le non-marchand.

	CAE - CUI marchand	CIE - CUI non marchand	EAv marchand	EAv non marchand
Nombre de contrats enregistrés	2 341	12 505	756	2 689
Durée des contrats				
Au plus 6 mois	17,0%	19,1%		
7 à 12 mois	82,6%	80,8%	22,2%	4,0%
Plus de 12 mois	0,4%	0,1%	77,7%	96,0%
Statut de l'employeur				
Dont Association	43,8%	1,5%	40,6%	0,8%
Etablissement public d'enseignement	25,7%		0,1%	
Commune	13,4%		21,4%	
Etablissement sanitaire public	8,1%		10,9%	
Profil des bénéficiaires				
Femme	71,1%	47,5%	57,2%	34,4%
25 ans et moins	20,5%	21,1%	96,3%	97,4%
26 à 50 ans	57,2%	52,8%	3,7%	2,6%
Plus de 50 ans	22,3%	26,1%		
Niveau de formation				
Au moins bac + 2	27,5%	25,6%	6,9%	2,9%
Bac ou brevet technicien	28,1%	25,5%	28,9%	19,7%
Inférieur à bac	44,4%	48,9%	64,2%	77,4%

Source ASP - Élaboration Directe Midi-Pyrénées

Recul de l'alternance en 2014

L'alternance est un autre moyen de favoriser l'insertion des jeunes sur le marché du travail via un contrat de professionnalisation ou d'apprentissage. Les entrées en professionnalisation ont reculé de 5 % en 2014 et de 15 % depuis 2011, année présentant le nombre le plus important de contrats signés. Le recul est particulièrement important dans la construction (- 10 %) et l'industrie (- 8 %), tandis qu'il est plus modéré dans le tertiaire (- 3 %) où se concluent les trois-quarts des 6 300 contrats. Alors que le nombre de non-bacheliers recule de 12 %, le niveau de diplôme des stagiaires augmente avec une progression de 8 % de ceux ayant au moins un diplôme Bac + 2. La spécialité de la formation peut différer de l'activité principale de l'entreprise : un informaticien ne travaille pas toujours dans une société d'informatique. On note en 2014 une progression des formations dans les métiers de la mécanique, de l'électricité et de l'électronique, mais aussi dans le journalisme et la communication. A l'inverse, le recul est

important dans les métiers de l'agriculture, de la transformation (en particulier métallurgie et agro-alimentaire).

Les enregistrements de contrats d'apprentissage ont reculé en 2014 de 10 % avec un peu plus de 11 000 contrats sur l'année. La baisse est plus marquée dans les chambres des métiers et de l'artisanat (-15 %) que dans les chambres de commerce et d'industrie (-6 %).

Si la professionnalisation et l'apprentissage sont deux dispositifs de formation en alternance, des différences significatives existent entre les publics et les contrats respectifs. Les apprentis sont plus fréquemment des hommes, plus jeunes et étaient étudiants ou scolaires avant leur contrat. Ils sont également moins diplômés, disposent d'un contrat plus long en moyenne et ciblent plus souvent l'industrie et la construction.

Profils des nouveaux contrats débutants en 2014

	Apprentissage	Professionnalisation
Homme	69,1%	49,9%
Femme	30,9%	50,1%
18 ans et moins	52,5%	4,6%
19 à 22 ans	37,0%	40,4%
23 à 25 ans	9,3%	27,5%
26 ans et plus	1,3%	27,5%
Bac + 2 ou plus	14,7%	46,8%
Bac(techno, pro ou général), brevet techno ou pro	25,1%	32,1%
CAP – BEP	22,2%	14,2%
Aucun diplôme	38,0%	6,9%
Scolaire ou étudiant	59,6%	34,0%
Apprentissage ou professionnalisation	23,1%	14,0%
Contrat aidé ou stagiaire formation professionnelle	1,0%	5,9%
Salarié	5,6%	13,0%
Demandeur d'emploi ou inactif	10,7%	33,1%
Moins de 11 mois	5,3%	27,1%
11 ou 12 mois	19,8%	35,2%
13 à 22 mois	20,3%	23,3%
23 ou 24 mois	47,1%	14,4%
Plus de 24 mois	7,5%	
Agriculture	3,5%	0,5%
Industrie	23,0%	17,2%
Construction	17,4%	7,4%
Commerce	20,3%	22,0%
Tertiaire	35,7%	52,9%

Source Dares - Élaboration Direccte Midi-Pyrénées

L'activité partielle augmente encore en 2014

Les demandes d'activité partielle des établissements de Midi-Pyrénées ont fortement augmenté en 2014 pour dépasser les 4 millions d'heures, en hausse de 36 % par rapport à 2013. La hausse est concentrée sur le dernier trimestre avec plus de la moitié des heures autorisées sur l'année : les demandes adressées en fin d'année par les entreprises du génie civil expliquent principalement cette progression. La hausse a également pu être accentuée par l'ouverture, depuis le 1^{er} octobre 2014, d'un service entièrement dématérialisé pour formuler les demandes d'activité partielle.

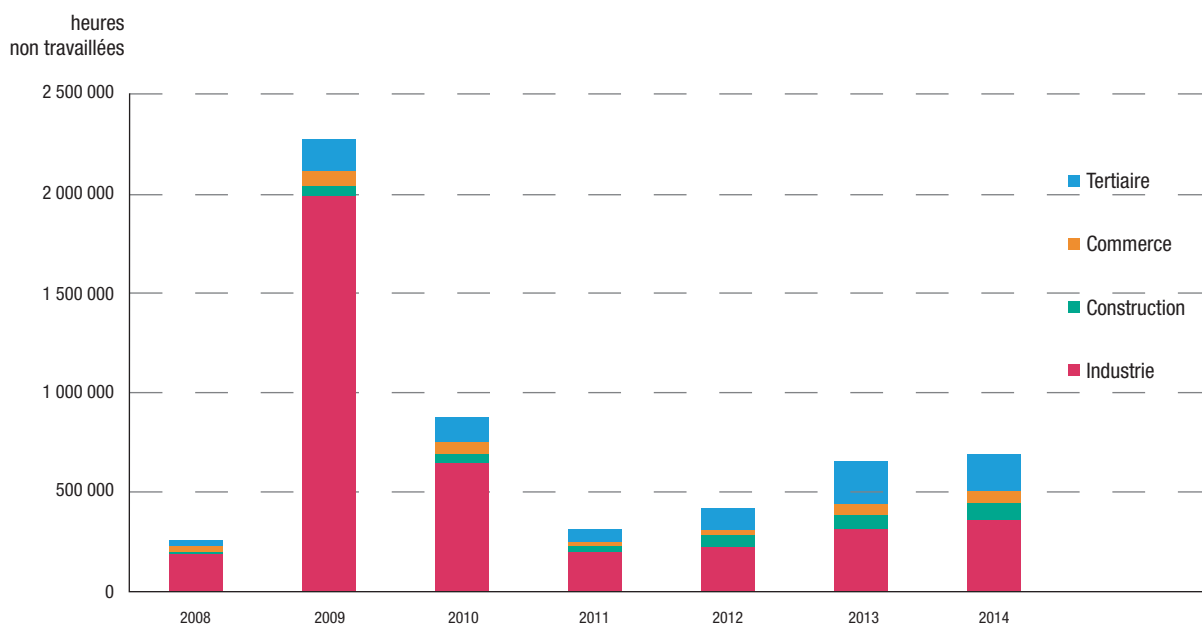
Les anticipations des chefs d'entreprise ne se concrétisent pas toutes. Les heures effectivement non travaillées ont certes progressé et atteignent 700 000 heures en 2014 (+ 6 %), mais la hausse est bien moins importante que celle des heures demandées. D'une part, certaines demandes formulées en 2014 concernent le premier semestre 2015 (*), notamment dans les travaux publics, d'autre part les entreprises ont

été incitées par l'État à demander plus d'heures sur une plus longue période de façon préventive. Les heures non travaillées reculent dans les Hautes-Pyrénées, où l'année 2013 avait été marquée par les intempéries, mais aussi dans le Tarn-et-Garonne. Par contre, elles augmentent fortement dans le Tarn, le Lot et l'Aveyron, et dans une moindre mesure en Haute-Garonne.

L'industrie demeure le secteur faisant le plus appel à la réduction d'activité, repassant au-dessus de 50 % des heures non travaillées. Les volumes augmentent dans la construction (travaux de construction spécialisés surtout), le commerce, l'ingénierie et les études techniques, tandis qu'ils diminuent dans l'hôtellerie-restauration.

(*) Les heures effectivement non travaillées dans le cadre de l'activité partielle sont en nette progression début 2015.

Activité partielle en Midi-Pyrénées par grands secteurs



Source - DGEFP - calculs Direccte Midi-Pyrénées

Retrouvez cette brochure sous format électronique sur les sites internet :

www.observatoire-emploi-mp.fr

Rubrique Conjoncture > Bilan économique annuel

www.midi-pyrenees.directe.gouv.fr

Rubrique Etudes et statistiques > Publications > Marché du travail Midi-Pyrénées

Bilan

du marché du travail

— 2014 —

RÉGION MIDI-PYRÉNÉES



Bilan du marché du travail en 2014 - Région Midi-Pyrénées

Pôle emploi Midi-Pyrénées - Direccte Midi-Pyrénées

Directeurs de la publication : Serge Lemaître (Pôle emploi) - Michel Ducrot (Direccte par intérim)

Rédaction : Dominique Fiche et Joël Dubois (Direccte), Pierre Brossier et Virgine Vilette (Pôle emploi)

Crédit photographiques : © Getty - Conception et réalisation : Direccte - Pôle emploi

Mise en page : Pavillon noir - Impression : Delort, certifiées ISO 14001 - FSC - PEFC, Imprim'Vert